

PAGE

policy analysis on growth and employment



pep
partnership for
economic
policy



Electrification rurale, autonomisation de la femme et bien-être du ménage en milieu rural en Côte d'Ivoire

RESEARCH PROPOSAL

Presented to

Partnership for Economic Policy (PEP)

By

DJEZOU Wadjamsse Beaudelaire

&

ACHY Landry

GONGBE Senouin Christelle Raissa

Angaman ahou marie lopez

BINATE Fofana Namizata

LEDJOU Amessan Benoit

CÔTE D'IVOIRE

10 Juin 2019

Before you begin

Please make sure you carefully review and understand the following:

- [Webpage](#) – for priority themes, eligibility criteria and application procedures
- [Guidelines](#) – for designing a research project proposal (in scientific terms - section III)
- PEP requirements and strategy for policy engagement and research communication (section IV)

Please note that:

- This template is mandatory
- Plagiarism is strictly forbidden – see note on “references and plagiarism” at the end of this document/template. PEP will be using a software program to detect cases of plagiarism.
- PEP encourages applicant research teams to submit proposals in English, but content (in text boxes below) may also be written in French or Spanish.

There are three main dimensions to all PEP-supported projects: **capacity building, research** and **policy engagement**. Each dimension must be considered with due care and attention as they will be assessed individually and concurrently to determine the overall quality of a proposal.

The PEP proposal template is structured in five sections:

1. Project overview and objectives
2. Capacity building – team composition and experience
3. Research – literature review, method and data
4. Informing policy - context, relevance, process and dissemination
5. Other considerations

SECTION I – PROJECT OVERVIEW & OBJECTIVES

1.1. **Abstract** (100 to 250 words)

State the main research question, the context and its relevance in terms of evidence-informed policymaking, in relation to PAGE priority issues. Complete with a brief description of the method and data that will be used.

Malgré la performance économique réalisée par la Côte d’Ivoire depuis environ une décennie, le taux de pauvreté est resté élevé se situant à 46,3% en 2015 contre 48,9% en 2008. Bien qu’elle soit plus rurale qu’urbaine, la pauvreté est plus prononcée chez les femmes que chez les hommes avec respectivement 47,4% et 45,5%.

Pour faire face à cette question, le gouvernement ivoirien a adopté, en 2013, le Programme National d’Electrification Rurale (PRONER) en vue d’améliorer les conditions de vie des populations en milieu rural. Ce projet vise l’électrification de l’ensemble des villages de plus de 500 habitants en 2020.

La mise en œuvre de cette politique suscite un certain nombre d’interrogations à savoir : Quel est l’impact de cette politique sur le bien être des ménages en milieu rural ? quel est l’impact du PRONER sur l’autonomisation des femmes ? par quel mécanisme cette stratégie affecte le bien être des ménages ? Pour répondre à ces préoccupations, nous mobilisons deux méthodes alternatives d’évaluation d’impact. La première est la méthode de double différence pour mesurer l’impact du PRONER à la fois sur l’autonomisation de la femme et le bien-être du ménage. La deuxième est la méthode de contrôle synthétique qui présente un cadre plus rigoureux. Les deux méthodes sont utilisées à la fois pour évaluer l’impact du PRONER sur l’autonomisation des femmes et pour identifier les mécanismes d’impact.

Pour les besoins de ces analyses, nous aurons recours essentiellement aux données secondaires issues des enquêtes niveau de vie des ménages de 2002, 2008, 2015 et 2018 collectées par l'Institut National de la Statistique.

Les objectifs de ce projet s'inscrivent parfaitement dans ceux de plusieurs parties prenantes pour lesquelles les résultats permettront d'améliorer l'efficacité de leur mise en oeuvre.

1.2. Main research questions (max 500 words)

Explain the focus (or key questions), including the gender-sensitive aspect, of your research and its relevance for policy.

Le contraste saisissant entre la bonne performance économique enregistrée ces dernières années par la Côte d'Ivoire et le niveau élevé du taux de pauvreté constitue un défi pour les pouvoirs publics et les partenaires au développement. En effet, le pays est classé dans la catégorie des pays à faible niveau de développement humain avec un indice estimé à 0,474 en 2015 (171ème rang sur 188), niveau qui recule de 38% si l'on tient compte des inégalités. Ces inégalités s'expliquent principalement par un revenu moyen des femmes qui ne représente que 51% de celui des hommes. Bien qu'elle soit plus rurale qu'urbaine, la pauvreté est plus prononcée chez les femmes que chez les hommes avec respectivement 47,4% et 45,5%. De même, la décomposition de l'IDH selon le genre confirme cette tendance avec un indice pour les femmes de 0,421 contre 0,517 pour les hommes. Ce résultat semble établir une corrélation positive entre la pauvreté de la femme et le niveau de vie du ménage. Selon la FAO (2017), l'amélioration du statut social et économique des femmes au sein de leur foyer et de leur communauté a un impact sur la nutrition des enfants. En effet, les femmes consacrent une part importante de leur revenu pour les besoins élémentaires de leurs familles (FAO, 2017). Mieux, elles sont nécessaires à la réalisation de profonds changements économiques et sociaux cruciaux pour accéder au développement durable (CSW, 2018).

Dès lors, l'autonomisation des femmes s'avère cruciale pour l'atteinte du bien-être social dans la mesure où l'amélioration de leur contribution aux revenus monétaires du ménage augmente leur capacité à influencer sur la répartition des ressources du ménage.

Une des stratégies pour adresser la question de l'autonomisation de la femme et du bien-être du ménage est le développement d'activités non agricoles. En effet, bien que l'agriculture soit la principale activité de la plupart des économies rurales d'Afrique subsaharienne, les sources de revenus non agricoles contribuent de manière significative au revenu global des ménages ruraux et sont très pertinents dans les stratégies de réduction de la pauvreté de ces économies. Cette contribution est estimée à 42% voire 45% par certains auteurs (Reardon et al., 1994 ; Haggblade et al., 2002).

Dans cette perspective, le gouvernement ivoirien a adopté le Programme National d'Electrification Rurale (PRONER) en 2013. Ce programme qui vise l'électrification des villages de plus de 500 habitants en 2020, a permis d'atteindre l'électrification, en 2016, de 4537 localités sur les 8000 localités que compte la Côte d'Ivoire soit une progression de 57,7% par rapport à 2011.

Plusieurs localités dont celles du nord et de l'ouest qui sont parmi les plus pauvres du pays ont bénéficié de ce programme et ont même enregistré des taux d'électrification atteignant parfois les 300% par rapport à 2011.

Dès lors, l'évaluation de l'impact de cette politique, qui dote les populations des régions les plus pauvres d'opportunités de création de richesse et d'emplois, sur l'autonomisation des femmes et le bien être des ménages ainsi que les mécanismes de transmission est nécessaire pour guider les politiques nationales vers l'atteinte de l'objectif 5 du développement durable.

1.3. Main contributions (max 500 words)

Describe why and how you expect this research/evidence to contribute to addressing important knowledge gaps, both in terms of scientific contributions* and to inform policymaking.

For the gender-sensitive aspect, explain the potential usefulness of your work for gender-oriented policy.

*The literature review shall be detailed under "Research" (section III), not in this section.

Ce projet apporte une contribution à la fois sur le plan scientifique et sur le plan de la politique économique et sociale.

Au niveau scientifique, elle utilise des méthodes parmi les plus récentes en économétrie et appliquée à un domaine qui n'en fait pas souvent l'objet. Nous utilisons alternativement la méthode de la double différence qui repose sur des hypothèses plus contraignantes que les méthodes de sélection aléatoire, et la méthode de contrôle synthétique. Cette dernière développe un processus de sélection des contrôles plus rigoureux ; ce qui permet de minimiser le biais de sélection.

Au niveau de la politique économique, les résultats de cette étude constitueront un test de l'efficacité du programme national d'électrification rurale (PRONER) lancé depuis 2013. En effet, la politique de l'électrification rurale qui est menée dont l'objectif premier est l'amélioration des conditions de vie des populations pourrait avoir des effets sur les inégalités entre femmes et hommes.

Ainsi, l'absence d'études sur l'impact d'une telle politique sur le bien être à travers l'autonomisation de la femme en milieu rural rend cette recherche pertinente pour éclairer le gouvernement sur la capacité, à mi-parcours du PRONER, à améliorer les conditions de vie des ménages. Les résultats constitueront un guide pour la marche vers l'atteinte des objectifs 5, 7, 8 et 10 du développement durable

(ODD). En effet, dans la littérature, la relation entre revenu non agricole et inégalité n'est pas encore établie et dépend de plusieurs facteurs dont le contexte spécifique de chaque pays.

L'efficacité en termes de bien-être social et de réduction des inégalités à la fois géographique et de genre pourrait motiver les décideurs à l'étendre vers les autres localités ou populations exclues par le présent programme.

Au total, les résultats de cette recherche aideront les différentes parties prenantes (le Ministère de l'énergie, Ministère de la femme, Ministère du plan et du développement, le Ministère de la promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, Ministère de l'Agriculture et du développement rural, etc.) à collaborer en vue de l'atteinte de leurs objectifs respectifs.

SECTION II – CAPACITY BUILDING

2.1. Team composition and experience

For each team member, please indicate (using the following tables – one per member):

1. **Age, sex, and relevant training, experience and/or expertise** (start with team leader).

Note that:

- Teams must be composed of both **researchers** and **government officials/officers**:
 - Four (4) **researchers** - including one senior/experienced researcher, acting as team leader and at least two researchers aged under 30 - with a sufficient academic and/or professional background in economic policy analysis. In particular, having a master's degree/diploma or being currently enrolled in a master's program is considered a minimum requirement (generally, team leaders should have a doctoral degree/diploma or be currently enrolled in a doctoral program). These members should describe their relevant training and experience in the issues and research techniques involved.
 - Two (2) government officials/officers from (and with their involvement sanctioned by) the institution in charge of the policy/program that the research aims to inform. These **government-affiliated members** must have a good understanding of the relevant policy processes and priorities but are not required to have research experience.

- Applicant teams must be gender mixed, with female members representing at least 50% of all members (including the team leader) and contributing substantively to the project. PEP encourages teams with a female leader.
- All members of applicant teams must be African nationals (and reside in Africa for the duration of the project).
- Priority is given to projects in low-income economies, and/or fragile or conflict-affected situations (LIE/FCS) but proposals are welcomed from all African countries (including North Africa).
- A researcher can be funded as a team member a maximum of three times by PEP (no more than twice as team leader) and should show marked progression over time.
- A researcher who is already involved in a funded project is not eligible to submit a new proposal before the approval of the final report of the currently funded project.
- Each listed member must post an up-to-date CV in their profile on the PEP website – refer to “How to submit a proposal” and the eligibility criteria on the call [webpage](#).

2. Benchmark and expected capacity building:

- Describe the capacities that each team member (and potentially her/his affiliated institutions) is expected to build through their participation in this project. This is an important aspect in the evaluation of proposals and should be presented in detail.
 - What techniques, practices, literature, theories, tools, etc. will each team member and her/his institutions learn (acquire in practice) or deepen her/his knowledge of?
 - How will these skills help each team member in their career (development) and/or professional responsibilities?
 - What is each team member's current state of knowledge with regard to the project you are proposing?

3. Task and contributions to project: Indicate the specific tasks each team member would carry out in executing the project.

Note that, in this particular initiative, while all outputs should be focused on the research-policy nexus and produced through a collective and coordinated effort, PEP will provide more specific training/support for:

- *Researcher* team members to take the lead in developing a high-quality scientific research paper (i.e. reporting the process of and results from methodological applications).
- *Government-affiliated* members to take the lead in developing a “policy paper” (i.e. positioning the research and findings within the country's broader policy contexts and strategies).

Team leader

Name	Age	Sex (M/F)	Highest degree/diploma
DJEZOU Wadjamsse Beaudelaire	43	M	PhD

Training and experience	-Master en Economie -PhD en économie 15 années de recherche
Expected capacity building	Maitrise des différentes méthodes d'évaluation d'impact de politique économique (théorie et application)
Contribution to project	Analyse des données, rédaction des rapports, organisation des ateliers et supervision du projet

Researcher #2

Name	Age	Sex (M/F)	Highest degree/diploma
ACHY LANDRY	36	M	DOCTORAT
Training and experience	<ul style="list-style-type: none"> • DOCTORAT Sciences Economiques • MASTER en Sciences Economiques <p>Huit années d'expérience dans la recherche</p>		
Expected capacity building	<ul style="list-style-type: none"> - l'utilisation approfondie des logiciels de production statistiques (STATA, SPSS, etc.); - le développement d'applications pour l'exploitation de données d'enquête et de recensement (CSPRO, etc.); - l'administration avancée des bases de données d'enquête, de recensement et d'identification de population (Oracle, SQL Server, Access, etc.); - l'utilisation approfondie des logiciels de gestion du système d'informations géographiques (SIG) (Arcgis, Quantum Gis, etc.). <p>Par ailleurs, une formation en technique « Policy brief » serait pertinente pour la dissémination des résultats de notre étude à l'endroit des décideurs.</p>		
Contribution to project	<ul style="list-style-type: none"> -Estimation économétrique à partir des logiciels -Rédaction de policy brief -rédaction de Termes de référence et note méthodologique dans la perspective d'organisation d'ateliers de dissémination des résultats de l'étude -animation des ateliers de présentation 		

Researcher #3

Name	Age	Sex (M/F)	Highest degree/diploma
Angaman ahou marie lopez	25ans	F	Maitrise Econmie spéciatité modélisation
Training and experience	Economie		
Expected capacity building	-Maitrise des techniques économétriques; -Maitrise des Logiciels GAMS et STATA.		
Contribution to project	Collecte et traitement des données		

Researcher #4

Name	Age	Sex (M/F)	Highest degree/diploma
GONGBE SENOUIN CHRISTELLE RAISSA	22 ans	F	MASTER économie de développement
Training and experience	Economie de développement		
Expected capacity building	-Maitrise des méthodes et outils d'évaluation d'impact (logiciels STATA, R), -développer des competences en autonomisation des femmes.		
Contribution to project	Analyse et traitement de données		

Government official/officer #1

Name	Age	Sex (M/F)	Highest degree/diploma
BINATE FOFANA NAMIZATA	56	F	Ph.D
Training and experience	Doctorat 3ème cycle en Economie Rurale et le PhD en Economie (Genre et microfinance). J'ai 23 ans d'expérience d'Enseignant-chercheur, en matière de genre.		
Expected capacity building	- Renforcement de capacités en méthode d'analyse d'impact; - Maîtrise de la méthode de budgétisation sensible au genre, - Maîtrise des méthodes de suivi-évaluation		
Contribution to project	Donner les informations en temps réel sur les strategies, politiques et programmes du Gouvernement en matière de la promotion de genre notamment l'autonomisation des femmes.		

Government official/officer #2

Name	Age	Sex (M/F)	Highest degree/diploma
------	-----	-----------	------------------------

LEDJOU AMESSAN BENOIT	43 ans	M	Master e Energies Renouvelables
Training and experience	<ul style="list-style-type: none"> • Master en Energies Renouvelable • Master en Economie et Gestion • 10 ans d'expérience professionnelle dans le secteur des Mines, du Pétrole et de l'Energie ainsi leurs secteurs connexes 		
Expected capacity building	- Développer des compétences en Economie de l'Energie		
Contribution to project	Toute contribution relevant de l'Energie		

2.2. List of past, current or pending (non-PEP) projects in related areas involving team members, including resulting publications (If any)

Indicate the funding institution, the title of the project and related publications, and list the team members involved.

Name of funding institutions	Title of projects and related publications (link)	Team member(s) involved
	Title: Publication (reference):	
	Title: Publication (reference):	
	Title: Publication (reference):	
	Title: Publication (reference):	
	Title: Publication (reference):	
	Title: Publication (reference):	

2.3. List of past or current PEP-supported projects involving team members, including resulting publications

Project code (e.g. PMMA-12345)	Title of project and related external (non-PEP) publications, if any	Team member(s) involved
	Title: Publication (reference):	
	Title: Publication (reference):	
	Title: Publication (reference):	
	Title: Publication (reference):	
	Title:	

	<i>Publication (reference):</i>	
	<i>Title:</i>	
	<i>Publication (reference):</i>	

SECTION III – RESEARCH, METHOD AND DATA

This section should be completed by the team leader and/or research members

3.1. Literature review (1000 to 1500 words)

Explain the specific gaps in the existing literature that your research aims to fill. You might want to explain whether this question has been previously addressed in this context (including key references), and if so, what you intend to achieve by examining the question again. Be sure to include literature that provides conceptual foundations for the gender analysis to be undertaken in your research.

La littérature sur la relation énergie électrique et bien être peut être structurée selon deux principaux axes. Le premier qui est le plus documenté met en évidence les effets positifs de l'électrification sur le développement en général et bien être des ménages en particulier. Quant au second axe, il regroupe des études qui ne trouvent pas de lien significatif entre l'électrification et le bien-être.

Concernant le premier axe, plusieurs études ont confirmé l'effet positif de l'électricité sur le développement socioéconomique car elle améliore la productivité en permettant, à la fois, l'accès à des moyens de production plus efficaces et des économies de temps pour les ménages qui pourront consacrer plus de temps aux activités productives (Bernard et Torero, 2011). Ainsi, Chaurey, Ranganathan et Mohanty (2004) trouvent une forte corrélation entre la pauvreté rurale et le manque d'accès à l'électricité. En effet, l'électricité améliore les conditions socio-économiques à savoir la santé, l'éducation, le revenu et l'environnement (Kanagawa et Nakata, 2008 ; Khandker, Barnes et Samad, 2009). A partir des méthodes de double différence avec régression des effets fixes et l'appariement des scores de propension avec la double différence, Khandker, Barnes et Samad (2009) trouvent que l'électrification rurale a un impact significativement positif sur le revenu, les dépenses et l'éducation des ménages ruraux. Il en est de même pour van de Walle et al. (2013) qui ont mis en évidence des effets positifs de l'électrification rurale sur la consommation et les revenus, ainsi que sur la scolarisation des filles en milieu rural en Inde. Dans ce même élan, Atta et al. (2013), en appliquant une méthode

statistique à la région de l'Agneby en Côte d'Ivoire, trouvent que l'électrification a assuré le développement immobilier des villages de la région tant en qualité qu'en quantité. En plus, elle participe aussi à l'animation et au développement économique des villages.

En prenant en compte le genre, Dinkelman (2011) conclut à un effet positif de l'électrification sur l'emploi des femmes en utilisant deux méthodes d'identification, à savoir la méthode des variables instrumentales et celle des effets fixes. Pour lui, l'accès à l'électricité entraîne une augmentation du nombre d'heures de travail aussi bien pour les hommes que pour les femmes. De même, Beguerie (2015) analyse l'impact de l'accès à l'énergie sur les conditions de vie des femmes et des enfants en milieu rural à travers une analyse d'impact du programme des plate-formes multifonctionnelles (PTFM) au Burkina Faso. Ses analyses montrent que la PTFM permet un gain de temps d'environ 6h par semaine pour les femmes âgées entre 25 et 50 ans et ces dernières réinvestissent ce temps dans la création d'Activités Génératrices de Revenus (AGR), en revanche, aucun impact n'est détecté sur le nombre d'AGR, le revenu ou le temps consacré à ces activités. Pour obtenir ces résultats, la méthode des entrées échelonnées couplée à la méthode des variables instrumentales ainsi que la double différence ont été privilégiées. Enfin, selon Van de Walle et al. (2015), l'électricité a incité les hommes à rechercher un emploi formel; ce qui a réduit leur travail occasionnel qui à son tour fut repris, en partie, par les femmes. D'autres auteurs se sont intéressés aux effets environnementaux de l'électrification. Ainsi, Spalding-Fecher et Matibe (2003) ont étudié les impacts de la pollution de l'air sur la santé et les dommages liés aux émissions de gaz à effet de serre. Dans cette perspective, certains l'ont abordé sous l'angle de la transition énergétique en matière de combustibles de cuisson (Davis, 1998; Madubansi et Shackleton, 2006). De façon précise, Madubansi et Shackleton, (2006) ont conclu à l'émergence d'une transition énergétique dans le sens d'une diversification des combustibles de cuisson au sein des ménages ruraux en Afrique du sud.

Concernant le second axe, il n'y a pas assez d'études qui confirment l'inexistence de lien. En effet, un consensus semble s'établir sur l'effet positif de l'électrification rurale sur le bien être des ménages voire du développement. Toutefois, certains auteurs n'ont pas trouvé de lien significatif entre l'électrification et les composantes du bien-être (Mayer-Tasch, L., Mukherjee, M., Reiche K., 2013; Shanker, A., 2012; Béguerie V. and Pallière B., 2016). En effet, ces derniers montrent que l'électrification n'a pas permis une croissance régulière des micro-entreprises en Afrique Subsaharienne. Béguerie et al. (2016) vont

plus loin en affirmant que le revenu généré par les activités induites par l'électrification, en milieu rural au Mali, n'a même pas permis de payer les factures d'électricité.

Dans cette veine, Bhattacharyya (2006), estime que l'électrification ne peut résoudre à elle seule le difficile accès des ménages à l'énergie étant donné sa faible pénétration en milieu rural en général et dans le bouquet énergétique des pauvres en particulier.

En ce qui concerne les mécanismes de transmission des effets de l'électrification rurale sur le bien être des ménages en milieu rural en Côte d'Ivoire, les études sont également inexistantes. La plupart des études d'origine extérieure pour cette problématique, se focalise sur la relation entre l'emploi non agricole et le bien-être. Ainsi, plusieurs auteurs, dans leurs analyses de la relation entre l'emploi rural non agricole et le bien-être économique, insistent sur l'impact du secteur non agricole sur la réduction de la pauvreté ou l'augmentation de l'aide sociale (Reardon, Delgado et Matlon, 1992; Ravallion et Datt, 2002; Ersado, 2006 ; Maja et al., 2014). Pour certains auteurs, la contribution directe du secteur non agricole au bien-être économique était assez modérée, car il était difficile pour les ruraux pauvres d'accéder à des types d'emplois non agricoles mieux rémunérés. En effet, les pauvres manquent généralement de compétences, de capitaux d'investissement, d'accès à l'information et de réseaux sociaux qui conditionnent l'entrée dans des créneaux de marché non agricoles lucratifs (Collier et Gunning, 1999; Lanjouw et Shariff, 2002; Barrett et al. 2005). En revanche, les ménages les plus riches disposent d'actifs qui leur permettent d'acquérir des emplois non agricoles à haut rendement qui augmentent considérablement leurs revenus.

Bien qu'il ne fasse guère de doute que le secteur non agricole est important pour les ménages ruraux, la question de savoir si le secteur non agricole offre des perspectives de réduction de la pauvreté et d'amélioration du bien-être des ruraux pauvres reste toujours un défi. Cette étude contribue à ce niveau en prenant en compte le problème d'endogénéité entre l'emploi non agricole et le bien-être des ménages qui a été, selon Lanjouw (2007) l'un des plus difficiles problèmes dans les analyses microéconométriques.

Dans cette recherche, nous examinerons les effets de l'emploi non agricole des femmes rurales sur le bien-être du ménage en Côte d'Ivoire. En nous inspirant du travail de Maja et al. (2014), nous rendrons compte de l'hétérogénéité de l'emploi non agricole. Ceci est important car la clé pour comprendre le lien entre le secteur rural non agricole et le bien-être rural se trouve dans la prise en compte de l'hétérogénéité du secteur (Lanjouw et Lanjouw, 2001). Ce travail de recherche permettra de mieux comprendre les liens de causalité entre l'emploi non agricole et le bien-être des ménages. En outre, il y avait quelques

inquiétudes quant à la causalité inverse étant donné que le bien-être des ménages est endogène relativement à la composition de l'activité économique, y compris les perspectives de diversification des ménages agricoles vers des activités non agricoles (Taylor et Yunez-Naude, 2000). Par ailleurs, nous soutenons aussi que, dans le contexte de marchés de facteurs ruraux imparfaits, les caractéristiques des obstacles à l'emploi non agricole influencent les rendements et la participation futurs attendus à des types spécifiques d'activités non agricoles. Par conséquent, nous examinons simultanément le bien-être et la participation des ménages dans le secteur non agricole.

3.2. Methodology (1200 to 1600 words)

Present the specific techniques that will be used to answer the research questions and how exactly they will be used to do so.

- Explain whether you will use a particular technique normally used in other contexts or whether you intend to extend a particular method and how you will do so.
- Explain if these methods have already been used in the context you are interested in (including key references).
- Explain how these methods incorporate and/or are appropriate for addressing gender considerations in your research.
- **For PMMA (microeconomic analysis) proposals only:** It is generally expected that the proposed methodology aims to empirically estimate a causal relationship. In such a case, you should explain potential sources of endogeneity in the context of your research and how the proposed technique(s) would allow the identification of the relevant parameters. You are strongly encouraged to discuss the potential impact mechanisms i.e., the channel(s) through which the "treatment" impacts on your outcome(s). Also, make sure you clearly present the outcome(s), the "treatment" and the sample used in the analysis.

Pour atteindre les objectifs fixés par l'étude, deux approches scientifiques majeures seront déployées. Il s'agit notamment de:

- la méthode de double différence avec appariement pour mesurer l'impact du PRONER sur l'autonomisation de la femme en milieu rural;
- La méthode du contrôle synthétique pour tester la robustesse des résultats obtenus avec la méthode précédente.

Nous présentons successivement ces deux méthodes qui nous permettront d'évaluer à la fois l'impact et les mécanismes d'impact du PRONER sur l'autonomisation des femmes.

I. La méthode de double différence avec double appariement

La démarche méthodologique de l'application de la double différence dans cette étude se présente comme suit.

Nous considérons deux groupes de localités ayant des caractéristiques similaires. Avant 2013, les deux localités sont non électrifiées. Après 2013 (soit en 2013, 2014 ou 2015) l'une des localités est électrifiée grâce au PRONER et l'autre non. On appellera traité le groupe qui bénéficie du PRONER (groupe 1) et le groupe de contrôle celui qui n'en bénéficie pas (groupe 2). Ce dernier constitue le contrefactuel. Le tableau suivant résume la démarche et présente les outcomes avant Y_{10} , Y_{20} et après le PRONER Y_{11} , Y_{21} respectivement pour les deux groupes de localités.

Tableau 1 : Présentation de la méthode de double différence

	Avant PRONER	Post PRONER	Changement
Groupe 1 (traité)	Y_{10}	Y_{11}	$\Delta Y_T = (Y_{11} - Y_{10})$
Groupe2 (contrôle)	Y_{20}	Y_{21}	$\Delta Y_C = (Y_{21} - Y_{20})$
DID			$DID = (\Delta Y_T - \Delta Y_C)$

Nous adoptons la méthode paramétrique pour l'estimation de la double différence. Dans le cas de l'autonomisation de la femme où la variable de résultat est le revenu de la femme (la proportion des femmes exerçant une activité non agricole pour aider le ménage). La spécification de notre modèle s'inspire de celui d'Audibert et al. (2015) et se présente comme suit:

$$Y_{it} = \beta_0 + \delta T_i + \gamma X_{it} + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

Avec Y_{it} : la variable de résultat (le revenu de la femme) de la localité i à la période t .

T_i : la variable indiquant le statut de traitement (PRONER), qui prend la valeur 1 si l'individu (la femme) se trouve dans une localité raccordée à l'électricité dans le cadre du PRONER et 0 sinon.

X_{it} : représente les caractéristiques associées à la localité.

ε_{it} : le terme d'erreur.

δ : est l'estimateur de double différence, il mesure l'effet moyen du PRONER.

$$\delta = D = (\Delta Y_T - \Delta Y_C) = (Y_{11} - Y_{10}) - (Y_{21} - Y_{20})$$

La difficulté au niveau de cette méthode est la vérification de l'hypothèse de tendance commune dans la mesure où les tendances pourraient différer de façon inattendue en cas de non similarité des

caractéristiques observables. Pour contourner cette difficulté, nous avons recours au score de propension (PSM) tout en introduisant les variables de contrôle pour réduire au minimum tout biais susceptible de surestimer ou sous-estimer nos estimations. L'avantage de cette technique est lié au fait qu'elle permet de vérifier l'hypothèse sur laquelle repose également la méthode de double différence (l'hypothèse de tendance commune). Ainsi, selon Marbot (2010), le score de propension permet de relâcher les hypothèses contraignant la mise en œuvre de la méthode de double différence.

Le score de propension désigne la probabilité d'être exposé au traitement (PRONER) conditionnellement à un ensemble de caractéristiques observables au niveau des localités. Le score est décrit par l'expression suivante:

$$e(X_i) = p(T_i = 1 | X_i) \quad \text{avec} \quad 0 < e(X_i) < 1 \quad (2)$$

En clair, il s'agit essentiellement de construire les deux groupes (groupe 1 et 2) mentionnés plus haut à partir des caractéristiques observables des localités et des femmes dans les ménages (double appariement). Nous optons pour un double appariement dans la mesure où le choix de l'électrification de la localité dépend des caractéristiques de la localité et le choix d'utiliser l'électricité dans les activités dépend des caractéristiques des ménages (des femmes). Le calcul du score de propension se fait à partir du modèle logit ou probit. La vérification des hypothèses du score de propension à savoir l'hypothèse d'indépendance conditionnelle et l'hypothèse de support commun se fera respectivement avec le balancing test de Becker et Ichino (2002) et le test visuel des graphes.

Pour les mécanismes d'impact (canaux de transmission) de l'électrification sur l'autonomisation des femmes, nous analysons d'autres outcomes en l'occurrence la proportion des femmes exerçant une activité non agricole pour aider le ménage et le temps consacré par les femmes aux activités agricoles. En effet, l'amélioration du revenu de la femme peut être liée au développement d'autres activités en dehors du secteur agricole. En plus, certaines femmes qui ne faisaient rien (ménage uniquement) peuvent entreprendre des activités grâce aux opportunités créées par l'électrification. Par ailleurs, ce changement peut être dû à une réallocation du temps de la femme en faveur de nouvelles activités plus lucratives (moins de temps consacré à l'activité agricole).

II. Méthode de contrôle synthétique pour évaluer l'impact du PRONER sur l'autonomisation de la femme.

La méthode du contrôle synthétique (SCM) est une généralisation de l'approche de double différence (Abadie and Gardeazabal, 2003; Abadie et al, 2010). En effet, contrairement à la méthode de double

différence qui procède de façon manuelle pour l'identification du groupe de contrôle, la SCM offre une approche formelle et rigoureuse. La méthode du contrôle synthétique permet de construire une unité de contrôle (témoin) comme la moyenne pondérée des potentiels contrôles qui réunissent au mieux les caractéristiques de l'unité traitée. Une fois le contrôle synthétique crée (parmi un ensemble de contrôles possibles), l'effet de traitement pour chaque unité traitée est la différence de résultats entre cette unité traitée et son contrôle synthétique (Abadie et al., 2003, 2010 ; Nonnemaker et al., 2011 ; Krief et al., 2016). A la différence des méthodes de régression, la contribution de chaque unité (contrôle potentiel) à la construction du contrefactuel est explicite (Abadie et al., 2015).

La mise en œuvre de la méthode nécessite de mesurer les indicateurs de résultats ainsi qu'un ensemble de variables explicatives dans une période avant l'expérimentation.

Considérons Y_{it}^1 l'indicateur de résultat pour l'unité traitée i au temps t et Y_{it}^0 celui de l'unité non traitée. On suppose qu'il y a J unités potentiels contrôles, indexées $j = \{2, \dots ; J+1\}$. X_{it}^1 et X_{it}^0 sont un ensemble de covariables mesurées pour l'unité traitée et les potentiels contrôles et qui ne sont pas impactées par la politique. L'effet de l'intervention publique (le traitement) au temps t pour l'unité traitée i peut s'écrire :

$$\delta_{it} = Y_{it}^1 - \sum_{j \in J} w_j Y_{it}^0 \quad (3)$$

où w_j est un ensemble de poids non négatifs dont la somme fait 1 et qui permet de minimiser la distance entre l'unité traitée et les potentiels contrôles. Pour cela, il faut trouver l'ensemble de poids qui minimise $(Z^1 - Z^0)'W(V(Z^1 - Z^0)W)$ où Z^1 et Z^0 sont des vecteurs composés de variables de résultats et de covariables avant le traitement, et V capture l'importance relative de ces variables comme prédicteur de l'indicateur de résultat.

Bien qu'il existe plusieurs méthodes pour déterminer W et V , nous retiendrons celle suggérée par Abadie *et al.* (2010) qui s'appuie sur les critères de minimisation du RMSPE (*Root Mean Square Prediction Error*) de la variable de résultat pour les périodes avant le traitement.

Pour l'inférence statistique, nous avons recours aux tests placebo qui tiennent compte de la faible taille de l'échantillon et de l'absence de randomisation comme suggérés par certains auteurs (Abadie et al., 2010; D Bricard et al., 2018). Ces tests placebos permettent d'évaluer la significativité statistique de l'effet mesuré. Il s'agit d'étendre la construction du contrôle synthétique aux unités non traitées afin de comparer la magnitude des effets obtenus entre les unités traitées et non traitées.

Deux types de tests peuvent être réalisés. Le premier est un test placebo « dans le temps » en considérant l'effet du programme à un moment où l'unité traitée n'est pas encore impactée par le programme. Dans notre étude, nous pourrions effectuer ce test pour l'année 2012 puisque la mise en œuvre du PRONER a démarré en 2013. Le second test est un test placebo « dans l'espace » où l'on considère les unités témoins potentiels comme des unités traitées afin de voir si elles diffèrent de leur contrôle synthétique. Ce dernier test permet de réaliser l'inférence après traitement et d'obtenir la distribution des effets de traitement afin de déterminer si l'effet mesuré pour l'unité traitée est significativement non nul.

Notons que l'analyse se fera à la fois sur l'échantillon total et un échantillon restreint pour tenir compte de l'intensité du traitement c'est à dire l'utilisation effective de l'électricité par les femmes (ménages) même si la localité est électrifiée.

3.3. Data requirements and sources (1000 to 1300 words)

This is a critical part of the proposal. Explain the reason for your choice of particular databases. You must establish that they are ideal for the policy question you wish to address (including in terms of gender analysis) and that you have or will have access to these data before your project begins. Please consult the "[Guide for designing a research project proposals](#)" for more detail.

Pour les besoins des analyses de cette étude, nous aurons recours aux données secondaires issues des Enquêtes Niveaux de Vie des ménages (ENV) de 2008, 2015 et 2018. Il faut indiquer que l'objectif principal des ENV 2008 et 2015 et 2018 est de collecter des informations destinées à améliorer la planification et l'évaluation des politiques économiques et sociales en Côte d'Ivoire. Ces enquêtes ont permis, en outre de :

- fournir des données de base sur le niveau et les conditions de vie des ménages (santé, éducation, logement, dépenses, activités, transport, etc.) ;
- étudier l'évolution du niveau de vie des ménages ;
- déterminer un profil de pauvreté ;
- éclairer les décideurs sur la situation des groupes vulnérables ;
- capter les difficultés des ménages pour faire face à la conjoncture économique et les stratégies développées ;
- analyser l'impact de la crise sur les conditions de vie des ménages ;

- offrir un cadre d'analyse de l'impact des différentes mesures économiques, financières et sociales sur le niveau de vie des ménages.

Mais quelles méthodes d'échantillonnage sont appliquées pour les ENV 2008 et 2015 et 2018?

♣ **Méthode d'échantillonnage de l'ENV 2008**

Selon le rapport ENV 2008 de l'Institut National de la Côte d'Ivoire (INS), comme l'enquête de 2002, l'ENV de 2008 comprend un volet quantitatif et un volet qualitatif. Le volet quantitatif a porté sur un échantillon de 12 600 ménages, reparti entre 21 strates formées de la ville d'Abidjan et du milieu de résidence (urbain et rural) de chacune des 10 anciennes régions administratives, considérées comme des "Pôles de développement" par le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). L'échantillon de 12600 ménages a été obtenu grâce à un tirage aléatoire à deux degrés. Au premier degré, 630 grappes, correspondant aux districts de recensement (DR), ont été tirées et ensuite dénombrées. Après le dénombrement de la grappe entière, 20 ménages ont été systématiquement tirés et enquêtés.

♣ **Méthode d'échantillonnage de l'ENV 2015**

Selon le rapport ENV 2015 de l'Institut National de la Côte d'Ivoire (INS), l'univers de l'enquête est constitué de l'ensemble des ménages africains résidant en Côte d'Ivoire. Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 2014) a servi de base de sondage. L'échantillonnage obéit à un tirage à deux degrés :

- au premier degré : tirage par allocation proportionnelle des Districts de Recensement (DR) ou Zone de Dénombrement (ZD) dans les strates de l'étude ;
- au second degré: tirage systématique de 12 ménages par ZD.

La taille de l'échantillon par strate a varié entre 276 et 1 188 ménages, pour tenir compte du poids démographique de certaines régions, soit un échantillon total de 12 900 ménages pour les 33 strates (31 régions plus la ville d'Abidjan et le District Autonome de Yamoussoukro), le District Autonome d'Abidjan (hors la ville d'Abidjan) est associé à la région des Grands Ponts.

Pour l'ENV 2015, au moins 23 ZD ont été retenues par strate pour toutes les strates en dehors de la ville d'Abidjan et 99 ZD dans la ville d'Abidjan.

♣ Méthode d'échantillonnage de l'ENV 2018

Pour L'ENV 2018, la méthode d'échantillonnage ne diffère pas fondamentalement celle de 2015.

Concernant le support de collecte, on note que « le questionnaire ménage » étant très peu différent entre les ENV 2008, 2015 et 2018, les estimations pour notre étude, pourront se faire sur des modules ciblés suivants :

i) la section A : COMPOSITION DU MENAGE

Les variables identifiées sont libellées : **A.1.** Sexe (M/F) ; **A.2.** Lien de parenté avec le chef de ménage ; **A.3.** Statut de résidence ; **A.4.** Quel âge avez-vous ? **A.5.** Quelle votre situation matrimoniale ? ; **A.6.** Ethnie ou nationalité ? **A.7.** Quelle votre religion ?

ii) SECTION D : EDUCATION

Les variables identifiées sont libellées : **D.1.** : (Nom) sait-il lire et/ou écrire en français ?; **D.4.** : (Nom) a-t-il déjà fréquenté une école ?; **D.9** : Quel est le plus haut diplôme de (Nom) ?

iii) SECTION Ea : EMPLOI ACTUEL

Les variables identifiées sont libellées : **Ea1.** Au cours des trente (30) derniers jours, combien d'heures avez-vous consacré à chacune des activités suivantes (ne serait-ce qu'une heure) au profit du ménage ? ; **Ea2.** Au cours des 7 derniers jours, combien d'heures avez-vous consacré à chacune des activités suivantes dans votre propre ménage ?

iv) SECTION Eb : EMPLOI PRINCIPAL

Les variables identifiées sont libellées : **E.b.1** : Quel type de travail avez-vous effectué pendant les 7 derniers jours ou que vous avez l'habitude d'exercer ?; **E.b.2** : Dans quelle activité avez-vous travaillé au cours des 7 derniers jours (ou dans laquelle vous exercez habituellement) ? **E.b.5** : Votre emploi principal est-il un emploi permanent ou occasionnel ?.

v) SECTION Ec : EMPLOI SECONDAIRE

Les variables identifiées sont libellées : **E.c.1** En plus de votre emploi (ou activité) principal, exercez-vous d'autres emplois ?; **E.c.2** : Combien d'emplois (ou activités) secondaires exercez-vous ?; **E.c.3** : Quelle est l'activité de l'unité de production dans laquelle vous avez exercé votre premier emploi secondaire ou quel type de produit fabrique-t-elle ?; **E.c.4** : Votre emploi secondaire est-il un emploi permanent ou occasionnel ? **E.c.7** : Sous quelle forme êtes-vous rémunéré dans cet emploi ou activité secondaire ?.

vi) *SECTION F : ACTIVITE GENERATRICE DE REVENU (AGR) / ENTREPRISES NON AGRICOLE*

Les variables identifiées sont libellées : **F2.** : Numéro de l'Entreprise ; **F3.** : Quelles sont les activités à votre propre compte, effectuées par les membres de votre ménage au cours des 12 derniers mois et qui ont généré un revenu ?; **F4.** : Qui dans le ménage dirige cette activité ?; **F5.** : Au cours du dernier mois, combien de jours cette activité a-t-elle été opérationnelle ?; **F8.** : Dans quel type de lieu exercez-vous cette activité ?.

vii) *SECTION I : RESSOURCES*

Les variables identifiées sont libellées : **I.1** : A combien estimez-vous la rémunération que vous tirez de votre emploi principal ?; **I.2** : Quel est montant des autres revenus que vous tirez de votre emploi principal ?; A combien estimez-vous la rémunération que vous tirez de vos emplois secondaires ?

Le tableau suivant récapitule les indicateurs clés relatifs aux outcomes et aux variables explicatives.

Tableau: Définition des indicateurs de résultat dans l'évaluation du PRONER sur l'autonomisation de la femme rurale

Variable à expliquer	Indicateurs de résultat (outcomes)	Les indicateurs du mécanisme (outcomes)	Évolution attendue avec le PRONER	Variables explicatives
Autonomisation de la femme	Revenu de la femme	Proportion des femmes ayant une activité non agricole	Augmentation de la proportion de femme	<u>Au niveau des localités</u> -nombre d'habitants -nombre d'école -existence de marché -distance au chef-lieu -distance à la route bitumée <u>Au niveau des ménages</u> -taille du ménage -richesse du ménage -niveau d'éducation du chef de ménage -situation matrimoniale du chef de ménage -l'activité économique du chef de ménage Proportion de femmes dans le ménage
		Le temps consacré par les femmes à l'activité agricole	Réduction du temps consacré à l'agriculture	
		Temps consacré aux activités non agricoles par les femmes	Augmentation	
		Nombre d'activités secondaires exercées par les femmes	Augmentation	
	Pouvoir de décision de la femme dans le ménage	Proportion des femmes ayant la liberté de décision dans le ménage	Augmentation de la proportion des femmes	

SECTION IV – INFORMING POLICY

This section should be completed by the government-affiliated members, and validated by the head of their institution (to be confirmed in the required acknowledgement letter).

4.1. Government affiliation

- a) Name the government institution at which you are employed, and describe its general mandate

N.B. This does not engage the institution itself to sanction, take part in and/or sponsor the proposed research project, other than authorizing the employees identified in section 2.1 (and below) to take part in the related work on a personal basis.

Deux ministères sont concernés. Il s'agit du:
-Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant dont la mission est de promouvoir l'autonomisation de la femme, et la protection de l'enfant.
-Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables en charge de la conception, la mise en œuvre de politique en matière de Pétrole et des Energies renouvelables.

- b) What is/are your specific role(s)(as employees) in the institution

Government official/officer #1	
Name	Dr BINATE FOFANA NAMIZATA
DTitle/position	Direction Générale du genre et de la promotion de l'autonomisation de la femme
Role/responsibilities	La Direction Générale assure la coordination et le suivi de l'ensemble des politiques, programmes et initiatives en matière de promotion du genre, de la femme, de la famille et de protection de l'enfant. Elle coordonne les activités des Directions Centrales placées sous sa responsabilité.

Government official/officer #2	
Name	LEDJOU AMESSAN BENOIT
Title/position	Chargé d'Etudes Economiques et Techniques
Role/responsibilities	Analyste Economique et Technique Spécialisé Energie

4.2. Describe the policy context and needs

- a) Describe the specific policy issue(s), questions or needs faced by your institution and that the research project aims to inform - both in terms of socioeconomic outcomes (identify

the target/beneficiary population), and the related policy processes (whether it is at the stage of debate, decision, design, implementation, review, reform, etc.).

Explain why the evidence to be produced with this research is important/useful to inform decision-making, especially **with regard to your institution's specific mandate and strategies.**

max 300 words

➤ Ministère de la femme, de la famille et de l'enfant

Les principaux enjeux auxquels la réalisation de ce projet nous permettra de faire face sont :

- L'autonomisation des femmes en milieu rural à travers leur accès aux ressources de base (eau, santé, éducation, électricité.)
- Facilitation des conditions de vie des femmes en milieu rural en réduisant les coûts de production et de conservation des produits agricoles grâce à l'électrification rurale
- L'accès des femmes aux facteurs de production modernes, au financement, au marché, au circuit de commercialisation.

Les résultats de cette recherche sont importants car :

- ils nous éclaireront sur les axes, les techniques à adopter pour l'autonomisation économique des femmes à travers les opportunités de l'électrification Rurale en termes d'activités non agricoles
- ils nous permettront de mieux reformuler les indicateurs afin d'adresser une meilleure réponse en termes d'accessibilité, de contrôle et de gain.

➤ Ministère du pétrole, de l'énergie et des énergies renouvelables

Les principaux problèmes du secteur sont (i) l'insuffisance de l'accès à l'électricité et le faible taux de mix-énergétique. Les défis spécifiques sont :

- Insuffisance des investissements : augmenter le niveau d'investissement d'environ 500 millions de dollars par an grâce aux fonds des partenaires ;
- Insuffisance des taux de couverture nationale et d'accès à l'électricité : augmenter les taux actuels de couverture (58%) et d'accès (82%) à 100% d'ici 2020.

Les retombées de cette recherche seront utiles pour impacter :

- Les Investissements de partenaires qui créeront des emplois et augmenteront le niveau de vie des populations.
- Augmenter les taux de couverture et d'accessibilité en électricité du pays ; afin que les populations et les entreprises aient une électricité plus abordable et durable.

b) What are the **current policy options/scenarios**, faced by (or available to) decision-makers - in terms of potential interventions, approaches, etc. - in relation to this particular issue?

If possible, also provide a **brief history** of policy initiatives (and related reforms, if any) implemented in the past to address the issue, indicating generally what worked and what didn't (i.e., why is this still an issue?).

max 400 words

➤ Ministère de la femme, de la famille et de l'enfant

les politiques, les textes de lois existent et ont été adoptés au fil des ans pour faire face à la problématique de l'autonomisation des femmes en Côte d'Ivoire. Nous avons entre autres:

- Le Document de Politique Nationale Genre, qui a été élaboré en 2009 et est en cours de revision.
- Stratégie Nationale d'Autonomisation de la Femme (en cours de formulation)
- La loi sur la parité qui permet aux femmes d'être présentes dans toutes les instances de prise de decision
- La politique d'alphabétisation des femmes à travers le Numérique dans les Institutions de Formation et d'Education de la Femme (IFEFF).

Cependant relativement au sujet abordé dans ce projet de recherche peu de politiques ont été adoptés et la politique phare à laquelle les décideurs sont confrontés actuellement est :

- La politique sociale du Gouvernement en matière d'autonomisation de la femme à travers leur accès aux ressources de base (eau, santé, education electricité etc.)

Tout comme la plupart des politiques précédemment mentionnées ; cette politique est très peu vulgarisée et sa mise en oeuvre n'est pas effective car elle est très peu contraignante.

➤ Ministère du pétrole, de l'énergie et des énergies renouvelables

La politique énergétique de la Côte d'Ivoire est concrètement mise en œuvre par les actions ci-dessous:

- ✓ Le renforcement de la gouvernance du Secteur;
- ✓ L'augmentation de la capacité de production installée;
- ✓ S'assurer de la disponibilité en termes de couverture et d'accessibilité;
- ✓ améliorer l'accès aux services énergétiques durables et à moindre coût;
- ✓ la réduction du prix de vente de l'énergie aux populations et aux industriels.

En termes d'initiatives politiques, les mesures prises par le Gouvernement pour garantir la disponibilité et l'accès à des services énergétiques durables sont mises en œuvre dans le cadre de trois (03) programmes: (i) Accélération du programme national d'électrification rurale (PRONER) ; ii) Le Programme d'accélération de l'électricité pour tous (PEPT); et (iii) la réduction du tarif social de l'électricité.

L'inventaire des installations électrifiées en milieu rural indique que les localités électrifiées sont passées à 58,03% à la fin de 2018 contre 40% en 2013. Cependant, le PRONER, dans sa mise en œuvre, connaît certaines limites malgré les avancées remarquables. Parmi ces limites, l'exclusion de certaines localités en raison des critères préliminaires établis pour le choix des localités éligibles au programme.

c) How do you expect this **evidence will be used/assimilated** effectively into the relevant policy decision/advisory processes? Be as precise as possible, indicating the specific decisions or recommendations that have to be made by your institution.

Are you aware of any cost- or **budget-related considerations** that should be taken into account in the context of these policy decision/advisory processes?

Also, justify the timing of the proposed research project - how does it fit with the **calendar** of the related policy decision/advisory processes?

➤ Ministère de la femme, de la famille et de l'enfant

Nous espérons que les recommandations de cette étude nous permettront d'adopter des stratégies qui aideront les femmes Rurales à développer des activités non agricoles connexes à l'électrification rurale.

Nous pensons que pour efficacement prendre en compte ces recommandations les mesures suivantes doivent être mises en œuvre:

- La vulgarisation des recommandations pour permettre la prise de conscience de l'importance de ces stratégies par les différentes parties prenantes
- Réviser le plan d'action pour tenir compte des résultats de l'étude par l'adoption de stratégies spécifiques à chacune des recommandations du projet en vue d'obtenir des impacts plus pertinents sur les femmes Rurales à long terme
- La mobilisation de ressources financières indispensables pour accompagner la mise en œuvre effective de ces recommandations
- Adopter des mesures de coercition pour contraindre la mise en œuvre effective de ces stratégies.

➤ Ministère du pétrole, de l'énergie et des énergies renouvelables

Les résultats de l'étude constitueront pour le ministère en charge de la mise en œuvre du PRONER, un test à mi-parcours de l'efficacité du programme dans ses dimensions économiques et sociales. Ils aideront soit dans le sens d'un réajustement de la politique soit dans le sens de sa poursuite dans sa forme actuelle. Dans ce dernier cas, une mobilisation des partenaires financiers sera nécessaire pour accompagner la politique dans la couverture de toutes les localités du pays. C'est en cela que les résultats de l'étude sont utiles pour constituer le plaidoyer auprès de ces bailleurs. Toutefois, pour les localités rurales les plus éloignées et moins peuplées, une étude

complémentaire sera menée pour tester l'efficacité des modes d'électrification décentralisés. En effet, il existe des solutions d'électrification par micro réseau, pico réseau et par kits solaires plus adaptés aux campements, indépendants du réseau national interconnecté.

En termes de perspectives, nous recommandons l'actualisation et des études approfondies pour déterminer le nombre réel de localités, puis l'application d'un plan d'action rigoureux, afin d'atteindre l'objectif de rendre disponible les services énergétiques accessibles à toutes les populations.

4.3. Stakeholder mapping and dissemination

List all other potential stakeholder institutions, i.e., institutions that you consider as potential users of the same research evidence (other than your own). These can include other ministries and government agencies, as well as civil society organizations, NGOs, private sector, etc.

Name of institution/organization #1	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL
List the key representatives or target research users (policy makers or influencers)	
ASSENAN Kokola Juliette, Directrice du genre et suivi de la contribution des partenaires à l'ANADER, structure sous tutelle	
Describe briefly why and how you believe this institution could use the evidence	
<p>Le ministère de l'agriculture et du développement rural constitue l'une des principales parties prenantes de l'étude car l'agriculture est au cœur des activités économiques (principale source de revenu des populations) en milieu rural. Il contribue à l'amélioration des conditions de vie du monde rural à travers sa structure sous tutelle ANADER qui dispose en son sein d'une direction du genre. Cette dernière pourrait utiliser les résultats de cette étude pour mieux orienter sa politique en matière d'amélioration du cadre d'activité et de vie des femmes en milieu rural.</p> <p>Ainsi, le ministère de l'agriculture est une institution importante qui pourrait contribuer à la mise en œuvre des recommandations issues de l'étude dans le but de renforcer sa contribution à l'amélioration des conditions de vie des populations.</p>	

Name of institution/organization #2	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT
List the key representatives or target research users (policy makers or influencers)	
Direction de la promotion et du développement régional et local	
Describe briefly why and how you believe this institution could use the evidence	
Le Ministère du plan et du développement constitue une partie prenante dans la mesure où il met en œuvre les politiques pouvant contribuer à long terme au développement rural. En effet, à travers sa	

Direction de la promotion et du développement régional et local, il coordonne les actions de l'Etat, assure le suivi et évalue l'impact des politiques locales sur la dynamique du développement économique et social. Aussi, cette Direction assure t-elle le suivi des relations avec les ONG impliquées dans la mise en œuvre des projets et programmes de développement rural. A cet titre, les résultats de l'étude pourraient l'aider à orienter sa politique pour le bien-être des populations en milieu rural.

Name of institution/organization #3	ONU-FEMMES
List the key representatives or target research users (policy makers or influencers)	
+	
La représentante de ONU-Femmes en Côte d'Ivoire	
Describe briefly why and how you believe this institution could use the evidence	
<p>ONU Femmes, qui est la branche des nations Unies en charge de l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, constitue une des parties prenantes de ce projet. En effet, cette structure soutient les gouvernements et la société civile dans la recherche de politiques visant le renforcement de l'autonomisation économique des femmes. Dans ce cadre, elle apporte l'appui technique et financier approprié.</p> <p>Ainsi, les résultats de cette étude pourraient éclairer ses actions auprès du gouvernement et de la société civile pour une grande efficacité sur le terrain.</p>	

4.4. Outline your engagement/dissemination strategy

Describe how you intend to engage with these other stakeholder institutions (listed in 4.3) to ensure that they:

- 1) Contribute to informing the research work (i.e. consultations)
- 2) Are kept informed of the research progress and findings

Pour mener à bien cette étude et parvenir à la mise en oeuvre effective des résultats, l'équipe adopte la stratégie suivante:

- Organisation d'un atelier de lancement du projet qui verra la participation de toutes les parties prenantes listées dans la section 4.3 qui seront mobilisées à travers des reunions préliminaires;
- Organisation de rencontres périodiques avec chaque partie prenante pour échanges d'informations et de données;
- Organisation d'un atelier de validation des résultats de l'étude avec l'ensemble des parties prenantes;
- Organisation de l'atelier de dissemination des résultats avec l'ensemble des parties prenantes et d'autres structures non listées ici; En effet, la dissémination des résultats est cruciale dans

- le cadre de cette étude dans la mesure où elle permet aux structures intéressées de s'en approprier en vue de leur mise en oeuvre de façon efficace et harmonieuse. A ce niveau les policy briefs seront élaborés et distribués aux différentes structures
- Production d'articles scientifiques pour informer la communauté scientifique

SECTION V – OTHER CONSIDERATIONS

5.1. Describe any ethical, social, gender or environmental issues or risks that should be noted in relation to your proposed research project.

Insert your text here

5.2. References and plagiarism:

Applicants should be very careful to avoid any appearance of plagiarism. Any text of five or more consecutive words that is borrowed from another source should be carefully contained between quotation marks with a reference to the source (including page number) immediately following the quotation. It is essential that we be able to distinguish what you have written yourself from what you have borrowed from elsewhere.

Note also that copying large extracts (such as several paragraphs) from other texts is not a good practice, and is usually unacceptable. For a fuller description of plagiarism, please refer, for example, to the following website:

- <http://writing.yalecollege.yale.edu/advice-students/using-sources/understanding-and-avoiding-plagiarism>

PEP will be using a software program to detect cases of plagiarism.